

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

14 JUILLET

Un vrai coup de Jarnac

Impossible — et d'ailleurs inutile — de chiffrer l'énorme masse de manifestants qui a submergé Paris depuis la République jusqu'à la Nation.

Plus intéressant est d'essayer de saisir les traits les plus caractéristiques du défilé, les réactions des participants, l'état d'esprit de la foule. Les contradictions sont nombreuses.

Une joie générale, une sensation de force, un grand espoir dans tous les cœurs — plutôt une fête populaire qu'une manifestation habituelle. — La pilule nationaliste semble dure à passer, les *Marseillais* et les drapeaux tricolores assez rares, les cris antifascistes et les chants révolutionnaires restent vigoureux. Les prolétaires ne retiennent que le côté subversif des mots d'ordre des organisations ouvrières gouvernementales. Les élections passées ont donné aux travailleurs la conscience de leur nombre, les grèves — celle de leur puissance. — Non ! Ces centaines de milliers d'ouvriers, les nouveaux arrivés surtout, n'étaient pas venus pour acclamer la Réconciliation française, l'Union sacrée, la République bourgeoise. Si nous avons raison, et tous les jours nous voyons notre opinion confirmée par les faits, de douter, de nous méfier du Front Populaire, nous devons avoir confiance dans la classe ouvrière. Confuse, floue, mal définie, la volonté révolutionnaire perce néanmoins.

Un groupe qui était ivre de joie, dansant, courant, était celui des travailleurs Syriens et Nord-Africains.

Fils de paysans misérables écrasés de toutes les façons, opprimés de toutes les manières, pour la première fois, applaudis par les spectateurs, noyés dans leurs frères de classe, ils sentaient renaître en eux l'espérance d'être libres, de vivre sur pied d'égalité avec les autres hommes, de quitter leur position de sous-prolétaires.

« L'Afrique avec vous », « Amnistie pour les emprisonnés », « Egalité de droits », ces mots d'ordre résumaient leurs aspirations que jusqu'ici les ministres populaires laissent assez froidement tomber, cédant au chantage des radicaux, des gros intérêts coloniaux des fascistes nord-africains, et de Monsieur Albert Lebrun qui a menacé de donner sa démission si l'ordre n'était pas maintenu aux colonies.

Contrastant avec le cortège de Mi-Carême, des J. C., les Jeunes Socialistes ont sauvé quelque peu l'esprit révolutionnaire du cortège.

Il n'y a qu'eux qui ont réclamé l'abrogation de la loi des 2 Ans, acclamé la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, dénoncé l'Union Sacrée — la jeunesse révolutionnaire n'est pas morte. — Peut-être, les événements aidant et si notre propagande s'en charge, les jeunes comprendront-ils un jour que pour appliquer leurs mots d'ordre il faudra rompre avec la discipline qui les lie à Salengro et aux théories de paix sociale.

Un fort groupe syndical montrait que la C.G.T. a grossi énormément.

Des syndicats comme celui des employés qui groupait péniblement quelques dizaines de participants aux rassemblements précédents, voyaient cette fois leur drapeau suivi de milliers d'adhérents. Le tronçon syndical était parsemé de groupes de travailleurs en grève : 27^e, 31^e, 39^e jour de grève pouvait-on lire sur des pancartes. Exemple frappant de l'intransigence patronale et des litres de salive qu'il faudra postillonner pour arriver à faire comprendre à ces grévistes que l'union de la nation française doit primer sur les intérêts « particuliers ».

L'application des 40 heures reste la revendication la plus urgente, exigée par presque toutes les corporations.

Et la banderole du syndicat des métaux de Rueil répondait — peut-être involontairement mais très justement — : « Vive la grève sur le tas qui nous a donné la victoire ».

Frachon n'a pas que des admirateurs, il ferait bien de republier ses explications dans l'*Humanité* — avec un dessin.

Notre rôle de minorité est dur à remplir, il est toujours ingrat d'enlever des illusions aux enthousiastes.

Mais l'action militante a de ces nécessités. 1936 a vu la révolution ouvrière française débuter, rapidement ressaisie, la bourgeoisie utilise tous les moyens pour se sauver ; peut-être la guerre viendra-t-elle endiguer momentanément le flux révolutionnaire, peut-être la désillusion profitera-t-elle au fascisme — peut-être.

Mais il y a une certitude : la classe ouvrière veut vivre et le capitalisme n'est plus en mesure de lui procurer ce qui est indispensable à la vie.

L'avenir est à nous.

TREP.

LIRE EN 2^e PAGE :

Anniversaire de Bakounine, par Séchaud.

Voir et parler net, par Maurice Laisant.

3^e PAGE

Allons, enfants de la Patrie, par Lashortes.

Les informations d'Espagne.

Pendant que par centaines de milliers, les prolétaires français acclamaient ces jours-ci les dirigeants du Front populaire, dans les manifestations du 14 juillet, ceux-ci préparaient dans l'ombre des cabinets ministériels, une nouvelle atteinte contre la classe ouvrière.

Ce n'était pas assez du coup du Sénat. Ce n'était pas assez que Salengro, capitulant devant les injonctions péremptoires d'un représentant typique de la bourgeoisie française, prit l'engagement de ne plus tolérer de nouvelles occupations d'usines.

Il fallait davantage. Il fallait mieux. Il fallait la résolution du bureau de la C.G.T., que publie la presse ouvrière de ce jeudi.

Cette résolution, c'est un véritable coup de Jarnac dans les jarrets de la classe ouvrière.

Ainsi maintenant, la situation est nette et claire. La déclaration la précise :

« Mis au courant de la situation et des engagements pris par le gouvernement devant le Sénat, le bureau de la C.G.T. se déclare prêt à répondre à l'appel du ministre de l'Intérieur en vue de l'évacuation des lieux de travail. »

L'état-major syndical se révèle donc de la sorte étroitement solidaire du ministre de l'Intérieur. Celui-ci pourra prendre maintenant n'importe quels engagements, il est à peu près assuré d'être couvert par les représentants de la C.G.T.

Le prolétariat français avait découvert, par son génie propre, une méthode de lutte d'une efficacité absolue. Il avait fait trembler pendant trois semaines la bourgeoisie, contrainte de céder les avantages conquis de haute lutte. Et voilà que ce sont les politiciens socialistes et communistes, aidés des chefs syndicaux, qui lui retirent des mains cette arme redoutable !

Certes, nous connaissons les arguments de ces messieurs. Il ne faut pas séparer le prolétariat des classes moyennes ; il ne faut pas désunir la nation française ; il ne faut pas effrayer les petits boutiquiers timorés, les petits industriels inquiets, et aussi sans doute... les petits million-

naires et les petits ploutocrates comme Mercier par exemple.

Mais à force de ne vouloir effrayer personne, on rassure surtout la bourgeoisie capitaliste.

Il faut voir la joie des journalistes les plus clairvoyants de la grande presse pour comprendre à quel point cette politique « d'apaise-

Pensez au "Libertaire"

Nous entrons dans la période où l'activité se ralentit. Pendant les mois d'été les fonds rentrent moins. L'année dernière, à la même époque, nous avions été dans l'obligation de ne paraître que tous les quinze jours, mais cette année, grâce à l'augmentation de notre vente, à l'accroissement de notre propagande, nous n'avons pas cette perspective à envisager. Non seulement nous paraîtrons régulièrement, mais au 1^{er} octobre nous paraîtrons sur six pages.

Nous organisons actuellement notre propagande pour être prêt à ce moment à mener une activité intensive, l'activité que les événements sollicitent de nous.

Mais, pour cela, il est indispensable que nos camarades redoublent d'efforts pour que notre trésorerie ne souffre pas trop de la période creuse causée par la saison estivale.

Camarades, envoyez votre soutien au « Libertaire » ; il est nécessaire.

Adressez les fonds à M. Faucier, 29, rue Piat, Paris (20^e), chèque postal : 596-03 Paris.

JACQUES DORIOT

Durant une dizaine d'années, Jacques Doriot, fut l'enfant gâté et le grand espoir du Parti Communiste de France.

Moscou le combat de sa confiance et de ses faveurs. Au parlement, chaque fois que, sur une question à laquelle le Parti Communiste attachait quelque importance, il y avait lieu de préciser la position du Parti, c'est Jacques Doriot qui était chargé de donner lecture de la déclaration rédigée par le groupe parlementaire et approuvée par le bureau politique du Parti.

Jamais il ne prenait la parole à l'occasion d'un meeting, sans que son discours ne fût précédé et suivi d'une vibrante « Internationale » (Dans ce temps-là, qui se fût permis de fredonner « la Marseillaise » eût été sorti dans l'état qu'on devine.)

Les Souvarine, les Capitaine Treint, se succédaient : Doriot, lui, semblait inamovible. Il était le chef le plus écouté et le plus passivement obéi.

dépoillé de toute qualité et privé de toute vertu.

Exemple : Jacques Doriot. Quand il était au Parti, on le certifiait intelligent, cultivé, dévoué, désintéressé, lucide, totalement consacré aux intérêts du prolétariat, travaillant d'arrache-pied au triomphe de la Révolution.

Mais Doriot a quitté le Parti. En est-il sorti de son propre mouvement, en a-t-il été chassé ? C'est un point sur lequel mes souvenirs sont imprécis et d'importance secondaire. Toujours est-il qu'il n'y est plus.

Et, du jour au lendemain, on l'a traité d'incapable et d'ignorant, d'hypocrite et de vendu, d'ambitieux et de traître, d'ennemi du Prolétariat et de contre-révolutionnaire. La Fée a passé par là ; de sa baguette

La F.S.I. devant la guerre

« La Fédération Syndicale Internationale proclame à nouveau qu'elle recourra à tous les moyens dont elle dispose pour entreprendre et appliquer une RESISTANCE ACTIVE AUX pays qui refuseraient de soumettre leurs différends à l'arbitrage international. »

Après les déclarations bellicistes de Citrine, cet extrait de la résolution adoptée à la conférence de la F.S.I. confirme l'adhésion des dirigeants syndicalistes au principe de la guerre répressive qui menace d'entraîner bientôt les peuples vers de nouveaux charniers.

Où sont les récentes déclarations de Jouhaux dans les Congrès, où sont les résolutions adoptées « contre toute guerre ».

Ceux qui prétendaient faire reposer l'enjeu de la guerre et de la paix sur la S.D.N. affirmaient l'impossibilité d'une grève générale contre la guerre, la masse n'y étant, paraît-il, pas préparée, ne viennent-ils pas de recevoir le plus cinglant démenti de la volonté d'action de cette masse pour faire disparaître le régime qui engendre les guerres.

Persisteront-ils dans leur dangereuse aberration ?

ment » risque d'être avant peu dangereuse pour la classe ouvrière. Un Marcel Lucain, fasciste notoire, se réjouit dans *Paris-Midi* que l'évolution de la politique du Front populaire « ramène le peuple dans les voies de la discipline et de la patrie. »

Cependant qu'orienté tout entier vers les mascarades nationalistes, vers les défilés militaro-populaire, ce peuple si bien remis, comme dit Marcel Lucain, dans les voies de la discipline et de la patrie, se laisse ligoter par ceux-là mêmes qui s'affirment ses défenseurs, le patronat, lui, se prépare à la riposte.

Nous tenons de source sûre que dans un grand journal du soir des portes blindées ont été installées à des points, disons stratégiques, de l'établissement. Est-ce pour permettre que le cas échéant les ouvriers puissent plus commodément occuper les ateliers ? Il est permis d'en douter. Il est permis surtout de croire que devant une offensive de lock-out patronal, les ouvriers seront singulièrement désarmés, quand la désillusion inévitable les aura fait douter d'eux-mêmes.

Déjà, la grève des ouvriers agricoles, annoncée cependant à grand fracas, semble bien malade. La campagne d'affolement de la presse bourgeoise étalant le désolant tableau des campagnes françaises en proie aux « désordres et à l'anarchie », n'a pas eu la riposte attendue.

Et ce sont ces gens-là que les Machiavels à la manque du Front populaire espèrent apaiser par leurs atermoiements et leurs apaisements.

Alors qu'il eût fallu, au contraire, affirmer avec force l'excellence des méthodes de lutte nouvelles des ouvriers, les chefs syndicaux eux-mêmes maintenant les désavouent. Croit-on que c'est de cette manière que, même sur le plan politique, le Front populaire pourra tenir ? On verra hélas ! trop vite que non.

Souhaitons qu'à ce moment la capacité de résistance du prolétariat soit suffisante pour contre-balancer les « erreurs » des chefs.



EN PLEIN DÉLIRE NATIONALISTE

D'Hugues Capet à...

Maurice Thorez

Sur le vu de ce titre au sens hermétique, nombreux seront les lecteurs qui vont se demander quel rapprochement on peut établir entre le fondateur de la monarchie française et le plus verbeux des propagandistes stalinien.

Qu'on nous excuse, mais nous ne sommes pour rien dans ce rapprochement. C'est tout simplement l'inénarrable Vaillant-Couturier qui nous l'a suggéré. Eh oui, depuis qu'il a versé dans le nationalisme intégral, le maître de Villejuif a comme ça de ces trouvailles historiques qui sont plutôt dans une musette. Une musette de soldat bien entendu.

Répondant à l'écrivain nationaliste et monarchisant Gabriel Boissy, il a trouvé l'autre jour que l'assimilation que faisait celui-ci du rôle du parti communiste à celui des Capétiens était fort juste.

Le vaillant Couturier ne nous fait grâce d'aucun des clichés que les Barrès et autres Déroulède répandaient dans la jeunesse d'avant-guerre — celle de 1914.

Il est certain que notre Couturier vaillant aspire désormais au même rôle, car cet article mériterait de figurer en entier dans une anthologie nationaliste, entre les *Chants du soldat* et *Colette Baudouin*. Il nous ramène en attendant aux pires élucubrations des social-chauvins de la bonne époque — celle du casse-piaves.

Tout d'abord, Vaillant-Déroulède commence par la traditionnelle poignée de mains fraternelle aux Croix de Feu, Volontaires nationaux et fascistes.

— Nous les communistes, vouloir diviser la France? vous n'y pensez pas, monsieur Boissy. Les communistes ne veulent non plus s'annexer personne. Ils veulent simplement, dit Couturier-Barrès, « unir — avec, bien entendu, la certitude que nous avons raison — ceux que d'autres veulent diviser ».

« Nous sommes des gens, continue notre Vaillant-Couturier, solidement enracinés à la terre de France ». Les noms de nos militants de tête ont les saintes et fortes saveurs de nos terroirs. (Ça en douce, c'est gentil pour Rappoport, et aussi pour les « Français socialistes », Blum, Rosenfeld et autres Zyromski).

Ils ne crient pas encore : « A bas les métèques ! » mais, soyons sans impatience, ça viendra.

« Nous prenons la suite de l'histoire », explique modestement Vaillant-Couturier, « car notre discipline et notre amour de l'ordre répondent dans ce pays si facilement et parfois si dangereusement individualiste à ce dont il a le plus besoin pour trouver son équilibre : la mesure. »

Et puis voici le couplet sur la défense des valeurs morales et culturelles : « Notre Parti, par son intelligence des situations et de la complexité des problèmes, par son attachement aux valeurs morales et aux valeurs culturelles, par le dévouement joyeux et l'innéité inattaquable de ses militants, par son bon sens, sa générosité, son exaltation du travail, son goût de la netteté et de la clarté, est nécessairement UN MOMENT DE LA FRANCE ÉTERNELLE. » Ran! plan! plan!

Le parti communiste... un moment de la France éternelle!

Nous sommes un peu loin évidemment de l'époque où le parti communiste n'aspire qu'à être un parti internationaliste, dénonçait les rapines impérialistes des Etats prédateurs des traités, tels la France, et vilipendait chaque jour l'esprit petit-bourgeois du Français moyen.

Quelles invectives n'eussent pas entendues alors ceux qui se fussent avisés de parler comme le fait Vaillant-Couturier de « la continuité de la France ! » ou de sa « mission civilisatrice », car bien entendu il ne manque pas non plus le morceau jauréssien sur le rôle historique de la France dans le monde.

Pendant ce temps, Hitler de son côté entraîne le peuple allemand au nom de la défense de la civilisation occidentale.

Aujourd'hui ces messieurs les stalinien en sont à affirmer sur un ton héroïque que la France ne peut pas mourir.

Parbleu, on le sait bien que la France ne peut pas mourir!

Mais ce qui peut fort bien mourir, par exemple, ce sont, par millions, les Français que ce froid délire nationaliste prépare pour le prochain massacre. Car toutes ces stupidités, tous ces lieux communs meurtriers n'ont en fait pas d'autre but.

On dira que, depuis le temps où le parti communiste prônait le défaitisme révolutionnaire, l'antimilitarisme, il y a eu quelque chose de changé! Qu'il y a eu Hitler, le nazisme, etc. C'est vrai. Mais au fond ce changement ne fait que nous ramener à une situation identique à celle d'avant 1914. Comme alors, les blocs d'Etats rivaux se sont reconstitués prêts à fondre les uns sur les autres.

Pour ajouter à la similitude, il ne manque même plus le « matériel » idéologique nécessaire et ce sont, ici, les nationaux-communistes qui le fournissent!

LOUIS ANDEB.

(Suite en 2^e page.) SEBASTIEN FAURE.

UN ANNIVERSAIRE

MICHEL BAKOUNINE (1814-1876)

Michel Alexandrovitch Bakounine né en 1814 était le fils d'un noble russe du gouvernement de Tver. Sa mère était une Mouravieff, cousine de ces déembristes qui se révoltèrent contre le tsar en 1825.

A l'âge de 14 ans, Bakounine est envoyé par son père à l'Ecole d'Artillerie à Pétersbourg. Officier à 18 ans, il est affecté à un régiment de province. Mais notre futur révolutionnaire ne se sentait aucune vocation pour le métier des armes. La philosophie l'attirait davantage et, un beau jour, ayant obtenu un congé régulier, il part de l'armée pour ne plus y revenir. Bakounine se rend à Moscou. Là, il entre en relations avec Stankévitch et Biéliniski et se consacre à l'étude des philosophes allemands, en particulier Hegel. Il entre ensuite en relations avec Ogareff et par l'intermédiaire de celui-ci avec Herzen. En 1840, voulant approfondir ses idées, il se rend en Allemagne, et là, il trouve une société en pleine révolution. Bourgeois et nobles allemands étaient en lutte. Notre hégélien, car Bakounine jusqu'alors se rattachait à l'école de ce grand philosophe, se lie avec un certain nombre de démocrates allemands. Il passe ensuite en Suisse et se lie avec le communiste Weitling. Ces relations amènent le gouvernement russe à s'inquiéter de son activité. Sommé de rentrer en Russie, naturellement il n'en fait rien. Le gouvernement russe le condamne alors à la perte de ses biens et à la déportation en Sibérie. Il passe alors en Belgique, puis en France, à Paris, où il reste de 1844 à 1847.

Bakounine à cette époque a évolué et sa position révolutionnaire s'est affirmée. Il est convaincu que l'oppression des classes déshéritées ne peut prendre fin que par une révolte violente de ces dernières. A Paris, Bakounine fréquente Considérant, Louis Blanc, Marx et surtout Proudhon. Il étudie beaucoup, notamment l'histoire, l'économie et les mathématiques. Bakounine était à cette époque le premier russe qui arborait le drapeau de la Révolution sociale. En novembre 1847, invité par les Polonais de Paris à leur fête commémorative de l'insurrection polonaise de 1831, il prononce un discours sur la Russie qui fait une énorme impression dans les milieux officiels russes. A la requête de l'ambassadeur de Russie, Bakounine est expulsé de France. L'ambassadeur russe, dans le but de le discréditer, fait courir le bruit que Bakounine est un agent provocateur. Cette calomnie poursuivra longtemps Bakounine, et il faut regretter même que certains « révolutionnaires » s'en soient fait l'écho sans aucunes preuves.

Expulsé Bakounine revient à Bruxelles où il retrouve Marx. Néanmoins, aucune sympathie ne les rapproche. Leur but actuel était d'ailleurs différent. Marx ne croyait qu'en le prolétariat ; quant à Bakounine, il luttait pour la libération de tous les opprimés, en particulier les Slaves. En février 1848, la Révolution éclate en France. Bakounine retourne à Paris, et se mêle activement au mouvement révolutionnaire. Préchant le communisme et la révolution en permanence, il comprend bientôt l'insuffisance de ses efforts et se tourne de nouveau vers les Slaves dans le but d'organiser un soulèvement contre le tsar. A cet effet il se rend en Allemagne.

A Breslau, les Slaves se réunirent en Congrès le 1^{er} juin 1848. Bakounine participe à ce Congrès et oppose aux panslavistes réactionnaires sa fédération slave-démocratique basée sur l'égalité et la liberté. Mais l'insurrection qui éclate le 12 du même mois arrête les travaux de ce congrès. Bakounine se bat courageusement contre les troupes impériales ; mais après plusieurs jours de lutte les insurgés sont vaincus. Après cet échec Bakounine s'enfuit à Breslau. C'est là que lui parvient la nouvelle des journées de juin à Paris et de l'écrasement du prolétariat parisien.

Tout à tour expulsé de Prusse, puis de Saxe, Bakounine regagne Prague dans l'espoir de voir la révolution se réaliser. Mais en vain, et il doit revenir en Saxe. La réaction à ce moment prend le dessus en Allemagne et le 3 avril 1849, le roi de Prusse et les Princes refusent la Constitution proposée par un Parlement réuni à Francfort. Des émeutes éclatent, notamment en Saxe. Bakounine alors à Dresde, offre ses services au gouvernement provisoire et, en fait, devient le chef militaire de l'insurrection. Celle-ci, malheureusement, ne put triompher.

Bakounine réussit à s'échapper, mais pour peu de temps. Epuisé il fut capturé avec un de ses amis, alors que tous deux dormaient, à Chemnitz, dans la nuit du 18 mai 1849.

Et là commence le calvaire de Bakounine, calvaire qui devait durer douze ans. Interné d'abord à Dresde, on le transporte au bout de deux mois à la forteresse de Konigsstein sous bonne garde. Condamné à mort le 14 janvier 1850, il voit sa peine commuée en celle de la prison à perpétuité et est enfin livré à l'Autriche. Mené d'abord à Prague, puis enfermé à Olmütz, le 15 mai 1851, les Autrichiens à leur tour le condamnent à mort, peine commuée en celle de la réclusion perpétuelle. La part active que prit Bakounine aux événements révolutionnaires dans ces pays explique l'acharnement des gouvernements saxon et autrichien à le persécuter de la sorte. Finalement les Autrichiens le livrent au tsar. Et en octobre 1851 Bakounine est enfermé à la forteresse Pierre et Paul à Saint-Petersbourg où il reste jusqu'en mars 1854 ; ensuite il est transféré à la forteresse de Schusselbourg où il reste jusqu'en 1857. C'est là qu'il rédige sa fameuse « Confession », demandée par le tsar. Sous des formules flatteuses et avec un ton d'apparente soumission, Bakounine n'hésite pas à dire de cruelles vérités à Nicolas I^{er}. Finalement, le 14 février 1854, Bakounine est exilé en Sibérie. Il y reste de 1857 à 1861. A cette époque il s'enfuit et, par le Japon, puis les Etats-Unis, revient en Europe, à Londres, où son ami Herzen habitait (27 décembre). Bakounine se remet alors au travail. Sa prodigieuse activité révolutionnaire n'a pas été éteinte par ses années d'emprisonnement et de déportation. Collaborateur de Herzen à son journal « La Cloche », il ne renonce pas à sa vieille idée de libération des peuples slaves. En 1863, il se rend à cet effet, en Suède en vue de passer

en Pologne et de prendre part à l'insurrection polonaise. Celle-ci ayant échoué, Bakounine se rend à Londres où il rencontre Marx. Celui-ci lui rend visite et lui affirme qu'il n'a jamais donné créance à toutes les calomnies faites sur son compte (agent provocateur à la solde du gouvernement russe), Bakounine repart de Londres en 1864. De 1864 à 1866, il demeure à Florence, puis à Naples.

En 1864, il fonde à Florence « l'Alliance de la Démocratie sociale », organisation révolutionnaire anti-autoritaire préconisant la propriété collective, le travail commun, la base d'organisation de la société et la fédération libre. Mais cette organisation disparaît peu après sa naissance. En 1865, Bakounine fonde une nouvelle « Union fraternelle internationale » à Naples basée sur des principes identiques à ceux de sa précédente organisation. En 1867 et 1868, Bakounine participe aux Congrès tenus respectivement à Genève et à Berne par la « Ligue de la Paix et de la Liberté ».

Mais les idées de Bakounine ne trouvent pas bon accueil dans ce milieu bourgeois. Au dernier Congrès de la Ligue, en 1868, la minorité partisan du programme socialiste de Bakounine se sépare de cette dernière et forme l'« Alliance internationale de la Démocratie socialiste ». Celle-ci voulut ensuite entrer dans l'« Association internationale des Travailleurs » en conservant son organisation ; mais cela ne fut pas adopté par son Conseil général de Londres. Elle dut donc se dissoudre (juillet 1869). En juillet 1868, Bakounine était entré comme membre de l'Internationale dans la section centrale de Genève.

Membre de la Commission de rédaction de l'« Egalité », organe de la Fédération romande de l'Internationale, Bakounine y écrit en 1869, une série d'articles admirables, notamment sur « les Endormeurs » et sur « l'Internationale », qui peuvent, même de nos jours être lu avec profit par tous les révolutionnaires. Bakounine participe en septembre 1869 au Congrès de l'Internationale, à Bâle, comme délégué des ovalsistes de Lyon et des mécaniciens de Naples. Et déjà apparaît l'antagonisme entre partisans des idées de K. Marx et ceux inspirés par les théories de Bakounine. A noter également pendant ce Congrès un incident pénible. Liebknecht avait repris cette vieille calomnie accusant Bakounine d'être un agent du gouvernement russe. Sommé par Bakounine de fournir des explications devant un jury d'honneur nommé par les deux parties, Liebknecht dut se rétracter et avouer que son accusation ne reposait que sur des on-dit.

Nous ne nous étendrons pas sur les luttes qui mirent aux prises à l'intérieur de l'Internationale partisans et adversaires du collectivisme fédéraliste propagé par les amis de Bakounine. Le « Mémoire de la Fédération Jurassienne » explique clairement avec des documents irrefutables la position des internationaux de la Suisse romande et leurs démêlés avec les partisans de Marx.

Et nous arrivons à la guerre franco-allemande de 1870-1871. Bakounine publie à cette époque sa brochure : « Lettres à un Français sur la crise actuelle », par laquelle il conseillait au peuple français de passer à l'action directe contre les envahisseurs et le gouvernement républicain. En septembre 1870, Bakounine participe à l'insurrection de Lyon. Il essaya de déclencher un soulèvement populaire puissant (28 septembre) mais le modérantisme des Lyonnais le fait échouer et Bakounine doit, une fois de plus, s'enfuir. Le 29 septembre il se réfugie à Marseille où il rédige une nouvelle brochure : « L'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale ». Le 24 octobre il réussit à s'embarquer pour Gènes.

La lutte entre partisans et adversaires de Marx reprend de plus belle après la défaite de la Commune. Marx par ses manœuvres réussit à éviter la tenue d'un Congrès de l'Internationale qui aurait pu être défavorable à son clan et le remplace par une simple conférence à Londres en septembre 1871. De nombreuses sections de l'Internationale s'élèvent contre cette manière de procéder et convoquent le 12 novembre en Suisse, à Sonvillier, un Congrès de l'opposition. Entre temps, Bakounine combattait en Italie la politique de Mazzini. Il publie à cet effet, sa brochure « La Théologie politique de Mazzini et l'Internationale ».

En septembre 1872, se réunit à La Haye, le Congrès de l'Internationale où Marx s'arrange pour avoir une majorité. Après d'inqualifiables manœuvres, l'expulsion de Bakounine de l'Internationale et le transfert du siège de l'Internationale à New-York sont votés à la majorité. Mais le 15 septembre de la même année, les fédérations italiennes, espagnoles, jurassiennes et françaises réunies à Saint-Imier, repoussent le vote de La Haye. C'était la fin de l'Internationale.

Bakounine habite ensuite à Locarno. Sa dernière tentative révolutionnaire a lieu à Bologne en 1874. Bakounine se retire alors à Lugano. En 1876, malade il se rend à Berne auprès d'un de ses vieux amis, le docteur Vogt. C'est là qu'il meurt le 1^{er} juillet 1876.

Personnalité de premier plan, lutteur infatigable, Bakounine est une des plus belles figures du mouvement révolutionnaire socialiste. Sa dressant contre l'autoritarisme marxiste, il fut véritablement le théoricien et le vulgarisateur du socialisme libertaire à base anti-étatique et fédéraliste. Ses continuistes ne doivent pas l'oublier en son sixième anniversaire de sa disparition, alors que les événements justifient chaque jour davantage nos théories.

SECHAUD.

GROUPE DE CARRIERES
GRANDE BALADE CHAMPETRE

organisée par le groupe de Carrières-sur-Seine dans l'Ile Fleury.

Autobus 62 et 63

Descendre au Pont de Bezons

JEUX DIVERS, TOMBOLA

Ouvrez les dossiers!

Le gouvernement du Front Populaire se décidera-t-il à ouvrir les dossiers des indicateurs qui agissent dans les organisations ouvrières ?

Pour notre part, nous l'exigerons d'une façon inlassable. Nous l'exigerons, parce que trop longtemps dans les partis qui constituent le Front Populaire et surtout chez les communistes, nous avons été insultés, diffamés. Il ne suffit pas d'insulter, il faut prouver. Aujourd'hui cela est possible, les dossiers sont là, il faut les ouvrir. On nous doit cette justice.

Un gouvernement qui se réclame de la classe ouvrière, ne doit pas gouverner avec des procédés de basse police. Ces méthodes répugnent à tous les honnêtes gens.

Nous avons encore à la mémoire le triste rôle des Azew, des Métivier, des Gélor, et de tant d'autres agents provocateurs qui ont causé la mort de nombreux militants. Actuellement, encore, la bourgeoisie a introduit de ces ignobles individus dans les organisations ouvrières, le Front Populaire va-t-il plus longtemps leur permettre de continuer leur triste besogne ! Cela n'est pas possible, cela ne doit pas être.

Notre voix sera entendue, et d'autres journaux, les organisations ouvrières, exigeront avec nous l'ouverture des dossiers de police.

Si le Front Populaire ne le fait pas, nous serons en droit de lui dire : les agents provocateurs sont dans vos rangs, puisque vous leur permettez de continuer d'exister, puisque vous les couvrez.

Les dirigeants du Front Populaire ont la parole.

Jacques Doriot

(Suite de la première page)

Mais, entre temps, le même rêve est né et grandit chez d'autres ; des rivalités surgissent, des conflits éclatent ; ses points de vue sont discutés, ses projets sont combattus ; ses ambitions se heurtent à des résistances qui l'empêchent.

L'air qui circule dans les couloirs du Parti devient, pour lui, irrespirable. Il faut qu'il parte ; il s'en va en faisant claquer les portes. Il donne libre cours aux amertumes et aux rancœurs qui se sont peu à peu amassées en lui.

Il quitte la table où, des années durant, son couvert était mis et il crache dans les assiettes en invectivant, tandis que ceux dont il se sépare l'expulseront et l'escorteront de leurs huées outragées.

Que va-t-il faire ? Rentrer dans le rang, servir vaillamment mais modestement la cause que jusqu'à ce jour il a crue la bonne ou bien celle qu'il estime la plus juste et la plus féconde ; prendre place parmi ces militants qui sont les plus agissants mais dont la besogne n'attire pas l'attention des masses ; trouver sa joie et sa récompense dans la satisfaction personnelle de l'effort accompli ?...

Allons, allons. Vous ne comprendriez peut-être pas vous-mêmes, communistes de la base qu'un Doriot, député et maire, consent à un tel effacement.

Vous l'avez monté en épingle, hissé sur le pavois, porté au pinacle ; vous avez balancé sous ses narines l'encens ; vous l'avez grisé de flatteries, saoulé de popularité.

Vous avez fait de lui un amateur de stupéfiants ; il a poussé l'habitude de la morphine et de la coca au point de ne plus pouvoir s'en passer.

Et, puisqu'il ne trouve plus chez vous de quoi satisfaire sa détestable habitude, il va chercher ailleurs les poisons qui alimentent son exécrable et invétérée passion de domination et de dictature.

On m'objectera qu'il est devenu fasciste. Je ne dis pas non. Mais cela ne m'empêche pas, au contraire, de soutenir qu'il est resté le même ; car entre le Fascisme rouge et le Fascisme blanc ou tricolore...

SEBASTIEN FAURE.

Pascaud-Montibus est mort

Encore un des nôtres est mort à l'hôpital Broussais à la suite d'une longue et douloureuse maladie. C'est un bon militant, un dévoué camarade qui s'en va. L'incinération a eu lieu lundi dernier, au Père-Lachaise. Que la maman de notre camarade trouve ici l'expression de notre amitié fraternelle.

Brest toujours à l'avant-garde

A Brest, comme dans toute la France, le mot d'ordre de Casimir, fut observé par les fascistes de tout poil. Chacun d'eux arborait fièrement à sa boutonnière, la petite cocarde tricolore. Mal leur en prit, car à Brest, les méthodes d'action directe sont encore à l'honneur. Ces « vieilles méthodes périmées de l'anarcho-syndicalisme » devaient une fois de plus prouver leur valeur.

Les ouvriers brestois décidèrent de mettre fin à cette exhibition, inutile de dire que nos amis n'étaient pas les derniers. Le premier jour, ils se contentèrent d'enlever « amicalement » les petites cocardes. La moisson fut abondante.

Mais le deuxième jour, les fascistes voulurent résister. Alors par « les moyens appropriés » les travailleurs brestois firent comprendre aux fascistes qu'il était prudent de cesser la mascarade. L'esthétique de quelques-uns d'entre eux derniers, fut même quelque peu endommagée.

Le troisième jour les cocardes étaient beaucoup moins nombreuses, quelques bagarres se produisirent, les flics intervinrent, et peu s'en fallut que de nouveau n'eût lieu une rencontre sanglante entre la police et les prolétaires brestois.

Un de nos camarades fut arrêté et soigné reconnu par quelques fascistes. Nous ignorons jusqu'à maintenant si il y aura des poursuites. Mais il serait vraiment scandaleux qu'un ouvrier soit poursuivi pour avoir pris au sérieux la dissolution des ligues fascistes.

Nous pouvons dire que si dans toute la France cette tactique avait été suivie, les fascistes seraient un peu moins arrogants, et tout danger de dictature de la part de ces messieurs serait écarté.

Une fois de plus, Brest vient de donner l'exemple.

« Voir clair et parler net »

C'est à quoi s'essaie Pierre Scize, dans le « Merle Blanc » du 4 juillet.

Mais pourquoi faut-il qu'il s'embarrasse de semblables prétentions, au moment où lui-même confesse ne pas y voir : « De ce jour a commencé pour moi une crise qui n'est pas complètement résolue. J'entrai dans un long tunnel, j'y suis encore ».

Quelle cause à ce trouble ? La lettre de Romain Rolland reniant ses convictions de toujours, et se faisant une conscience à compartiments, où la guerre défensive pour la sauvegarde de l'U. R. S. S. trouve sa place.

Et pourtant, M. Pierre Scize est — il nous l'a dit plus haut — un défenseur de l'objection de conscience, de la non résistance, du désarmement unilatéral, en bref, un anarchiste.

Et, pour nous le mieux prouver, il cite cette formule de Piché : « Anarchiste, de cœur, socialiste de raisonnement ».

C'est précisément cette citation malencontreusement choisie, qui m'effraie : Lorsqu'on est « en bref » un anarchiste » on l'est aussi bien par la pensée que par le sentiment, l'on a autant de motifs de l'être par la raison, que l'on a de raisons de l'être par le cœur.

Et puis, je songe que c'est parce que des anarchistes ne l'ont été — ou n'ont pensé l'être — que par le cœur, que la guerre 1914-1918 a pu éclater, sans opposition de ceux qui devaient en être les victimes.

C'est toujours en faisant appel à la raison, que les sophistes à gages reçoivent des peuples leur consentement à paraphraser les plus réactives des ignominies.

Où l'est toujours sous le masque de la sagesse qu'agit la démenée, puisque c'est par ce gage à l'orgueil humain, qu'elle s'octroie la possibilité d'être criminelle.

Ce n'est pas autre chose que cette raison-là qu'invogue Pierre Scize, pour nous inviter à être raisonnables.

Après nous avoir tracé de l'Italie et de l'Allemagne, le plus sombre des tableaux — non point exagéré sans doute, mais quelque peu sentimental, pour qui s'est donné mission d'y voir clair — il nous brosse de la Russie une attendrissante description et il conclut :

« Laisserons-nous faire ? Notre amour de la Paix à tout prix nous rendra-t-il complices de ce crime. Laisserons-nous, au jour prochain des agressions fatales, laisserons-nous les impérialismes d'Asie et d'Europe égorger le pays de la Révolution triomphante ?

Ohé ! Tolstoïens, objecteurs, anarchistes, est-ce que vous ne croyez pas que la question demande une réponse ?

Oui, je le crois, quand ce ne serait que pour faire entendre, à votre proposition d'accepter certaines guerres, un « non » catégorique, un « non » irréductible, qui pousse le paradoxe jusqu'à ne pas se muer en un lâche consentement à l'heure des trahisons générales.

Mais reprenons votre article ; parlant de l'Italie et de l'Allemagne, vous dites :

« Dans les deux nations, un peuple esclavé, fanatisé, ivre de sa propre servitude, est comme une cire aux mains de l'Etat. Et l'Etat est représenté, à Rome par un aventurier, candidat à la paralysie générale, qui se moque comme d'une guigne de tout ce qui n'est pas sa gloire ; qui mettra tranquillement le feu à l'Europe pour y chauffer ses bottes ; à Berlin par un fou mystique, profondément ignorant, inculte même, qui s'imaginerait avoir reçu du ciel une mission, un irresponsable, un voyant, tout rouisselant du sang de ses frères, qu'il égorgeait tranquillement il y a eu deux ans ces jours-ci ».

Et bien, un tel lyrisme pêche par manque d'objectivité, il n'y a pas que la folie, l'ambition, qui soient à la base de l'Etatisme fasciste, il y a ce qui est à la base de tout Etat ; l'intérêt et les tripotillages. Et de ceci vous faites aussi bien de ne pas parler, car il vous faudrait alors dévoiler les promiscuités politiques et financières existant entre le fascisme et votre Patrie, au nom de laquelle vous nous invitez à verser notre sang.

Nous en arrivons enfin à l'U. R. S. S.

«...De la Russie Soviétique, je ne retiens qu'une chose : on y tente d'arracher l'ouvrier à la gèhenne. On lui assure des lendemains plus beaux. On lui ouvre des perspectives sur une vieillesse honorée et confortable. On le cultive. On le rend maître de ses usines, de ses machines, de ses outils. On le délivre de cette exploitation du travailleur par le faïnéant qui est une honte intolérable... Les chaînes tombent. Une société s'organise plus juste, plus humaine ».

Voici de la patrie des travailleurs un alléchant tableau.

Pourquoi faut-il que certains souvenirs nous privent d'aussi radieuses illusions sur son compte ?

« Les principaux fournisseurs de l'Allemagne en manganèse furent en 1935, l'U.R.S.S. avec 76 % et l'empire britannique avec 20 % » (Journal « Vendredi » du 10 avril 1936).

Pourquoi faut-il que dans sa guerre odieuse à l'Ethiopie l'aventurier Mussolini, « le latin retors et ambitieux » ait pu compter sur les secours en pétrole de la susdite Patrie des Travailleurs ?

Pourquoi faut-il que nous n'ayons pas oublié l'existence des anarchistes, des communistes non orthodoxes, des Doukhobors, qui dans les prisons ou dans l'exil sibérien, ont tout loisir de méditer sur le Paradis Soviétique ?

Pourquoi faut-il que nous ayons gardé mémoire du nom de Pétrini livré à la démenée de Mussolini par les stiles de Staline en violation de tous droits d'asile ?

Maintenant que vous voilà renseignés, j'aime à croire que les martyrisés des géolés d'Italie, d'Allemagne ou de Roumanie, n'auront pas le monopole de vos pleurs.

Mais non, je me leurre, les prisons peuvent regorger de victimes, les chiourmes se peupler d'êtres humains, sans que cela puisse vous émouvoir :

« Périssent avec moi et mes semblables, les petits bonheurs de l'individu, les joies stériles et précieuses qui naissent de la liberté, si pour salaire de notre sacrifice nous pouvons voir l'avènement d'une société plus juste ».

Car pour l'anarchiste (?) Pierre Scize,

il peut être question de justice là où la liberté est morte.

Les heures sinistres et honteuses où la « sauvegarde de l'U. R. S. S. » se nommait « la défense du droit et de la civilisation » vous les avez vécues, et c'est pourquoi vous êtes sans excuse, en dépit du précédent de Romain Rolland.

Car, lorsqu'on s'est donné pour tâche d'y voir clair et de parler net, on a pour devoir d'interroger l'avenir et non le passé, et de ne pas suivre un homme dans ses renoncements séniles, même lorsqu'il a, jadis, été une conscience.

MAURICE LAISANT.

LES « TROTSKYSTES »

Il serait trop long pour les colonnes du *Libertaire* d'entamer une étude sérieuse à propos des thèses défendues par les partisans de la IV^e Internationale.

La plupart des problèmes sur les solutions desquels socialistes libertaires et étatistes diffèrent devraient être remis à l'étude, non en reprenant les uns les textes de la fin du dix-neuvième siècle et les autres ceux de 1905 ou de 17, non en trituant les œuvres de Marx ou de Bakounine mais en se basant principalement sur les expériences de l'après-guerre, en étudiant les faits qui seuls peuvent trancher en faveur de l'une ou l'autre théorie.

1936 ne peut être interprété suivant des méthodes ou des formules de 1870.

Du côté anarchiste il y aurait un gros travail à fournir notamment dans l'analyse de la grande révolution russe.

Sans doute, instinctivement, par intuition pourrait-on dire, nous sentons la vérification pratique de nos principes les plus clairs : démocratie ouvrière, organisation des travailleurs en dehors de toute tutelle extérieure, limitation du rôle des partis, etc... mais seul un examen approfondi des éléments essentiels et du développement de la révolution soviétique pourrait nous fixer définitivement et nous permettre de rejouer notre doctrine.

**

Le défaut principal des trotskystes réside dans le fait qu'ils considèrent le schéma russe comme valable pour les autres pays et qu'hypothétiquement par la prise du pouvoir par le parti bolchevick ils veulent observer la même marche pour arriver aux mêmes résultats.

Aussi leurs efforts pour arriver à expliquer la réalité sans abandonner leur point de vue orthodoxe nécessitent parfois des acrobaties plutôt cocasses notamment en ce qui concerne la nature de classe de l'état stalinien.

Ce que nous voudrions rapidement examiner ici, c'est leur attitude en ce qui concerne le problème français.

Habitués à subordonner toute l'activité révolutionnaire aux élites, aux états-majors et au parti, ils en arrivent à négliger les caractères spécifiques au mouvement ouvrier de ce pays.

C'est ainsi que le numéro saisi de la *Lutte* préconisait la création de soviets ouvriers et l'élection de députés par ces organisations.

Par contre, le rôle des syndicats dans la grève, la tradition de l'esprit syndicaliste n'obtiennent pas un mot dans le manifeste.

Au cas où l'appareil bureaucratique arriverait à peser de telle façon qu'il étoufferait automatiquement tout mouvement de revendications ou de révolte, il n'est pas exclu de voir une action révolutionnaire extra-syndicale se faire jour et, par conséquent, de nouvelles formes de groupement prolétarien surgir.

Mais actuellement encore il est incontestable que malgré un certain freinage de la part des directions syndicales il existe suffisamment de souplesse dans la démocratie intérieure pour que la volonté des travailleurs brise les cadres réformistes, au moins en certaines occasions.

Les Jouhaux et les Costes ont dû courir après les grévistes pour arriver à les faire ralentir et ensuite à les arrêter — mais un bon bout de chemin avait été fait. Il est à constater de même que là où se trouvaient des militants révolutionnaires actifs les syndicats ont joué leur rôle d'organisateur de grèves et que rien n'est à leur reprocher. Du reste la partie n'est pas terminée et la bataille se poursuit sans qu'il soit possible de prévoir l'issue à coup sûr. Par conséquent le mot d'ordre des « Soviets » est actuellement faux. L'expérience espagnole aurait cependant dû profiter aux trotskystes, là également la création de soviets avait été préconisée malgré un mouvement syndicaliste révolutionnaire puissant. Le résultat c'est que la fraction trotskyte est rentrée au sein du parti ouvrier d'unification marxiste, abandonnant toute phraséologie par trop encombrante.

Si en Russie l'idée du soviét de soldat, de paysan, d'ouvrier, apparaissait comme évidente, indispensable, étant donné que toute autre organisation était inexistante, il n'en est pas de même dans les pays où le mouvement ouvrier a pu se développer dans un minimum de légalité et où, par conséquent, il existe des formes de groupement profondément ancrées qui jouent un rôle prédominant dans le développement des luttes révolutionnaires.

Le peu de souci des réalités jouera plus d'un mauvais tour aux bolchevicks-léninistes ; déjà une des raisons de leur faible développement provient du fait qu'ils se trouvent presque sans contact avec la masse du prolétariat organisé, sans grande influence sur les syndicats.

Pour notre part, nous croyons que la place des militants révolutionnaires est parmi le prolétariat, parmi les ouvriers organisés, dans les groupements syndicaux.

Si cela peut paraître moins élevé, plus opportuniste ou peu en rapport avec certains principes intangibles c'est en tout cas la seule façon de se lier avec le prolétariat, de l'influencer, de lui faire admettre des mots d'ordre qui répondent à des circonstances données et non à défendre des tactiques qui pour essayer d'avoir un caractère « scientifique » n'en sont pas moins fausses et inapplicables.

Gh. Ridet.

Allons, enfants de la Patrie ! Les événements d'Espagne

Il ne suffit pas de prononcer des serments pour obtenir la paix. Voilà ce qu'il faudrait rappeler aux hommes de bonne volonté qui, de tous les points de l'Europe encore meurtrie par la guerre, se sont rassemblés à Douaumont. L'équivoque de ces cérémonies n'échappe pas, d'ailleurs, à un observateur clairvoyant. Elles sont tout en même temps un culte pacifiste, en quelque sorte expiatoire, et aussi une exaltation du patriotisme belliqueux, de ces *certus guerriers* que célébrait l'autre jour à Genève M. Léon Blum. Les journaux magnifient l'enthousiasme sacré des jeunes gens, venus pour puiser une leçon d'héroïsme sur cette terre où leurs pères sont morts et qui sont prêts, nous dit la *Dépêche*, à assurer la relève, s'il le fallait à faire eux aussi le sacrifice de leur vie pour la défense de la nation. Dans les mêmes pages et sans souci de la contradiction, on lit les discours de Rivière à la gloire des hommes, sans distinction de nations, qui ont lutté au service de causes identiques dans leur principe. Et, dès lors, on ne comprend plus. Où est la gloire, où est l'héroïsme dans ces massacres de combattants animés du même idéal ? Par quel odieux malentendu, quelle monstrueuse imbécillité, des hommes en arrivent-ils, périodiquement, à s'entretenir au nom de principes qu'ils retrouvent, semblables et également meurtriers, chez l'ennemi ? De pauvres hommes, dont toute la fortune tenait dans le peu de sang qui coulait dans leurs veines, ont accepté généreusement de le répandre et, quand ils sont morts, on découvre et on proclame l'identité des causes au service desquelles ils sont morts. Sinistre bouffonnerie.

Et comme si la leçon ne suffisait pas, pendant que les anciens combattants allemands et français fraternisaient une heure dans la nuit de Verdun, au pied du monument élevé sur les ossements des victimes sacrifiées à la gloire de l'impérialisme français, de nouvelles intrigues politiques préparent de nouveaux massacres. La descendance maudite des Bethmann-Holweg et des Poincaré n'est pas morte. Elle s'évertue à créer les conditions d'un conflit avantageux. Hier, le réarmement de l'Allema-

gne suscitait en Europe une atmosphère pro-guerrière. Hier aussi, les efforts du colonialisme italien risquaient de mettre le feu aux poudres. Aujourd'hui, l'accord austro-germano-italien est interprété comme une résurrection de la Triplice. Emile Buré, dans l'*Ordre*, annonce que nous en sommes au Sadowa qui précède un nouveau Sedan. Et, pendant ce temps, notre ministre des Affaires étrangères balance d'harmonieuses périodes sur l'obligation pour les peuples de respecter les lois, ce qui sous-entend que le Gouvernement français s'en tient plus que jamais au statut de Versailles.

Voilà où nous en sommes après dix-huit ans d'une paix botteuse qui n'avait d'autre fin que de préparer la prochaine.

Dans une pareille démission des hommes qui prétendent diriger les peuples, ceux-ci doivent prendre nettement conscience de leurs responsabilités. C'est en eux seulement que résident les espoirs de paix du monde endolori. C'est de leur clairvoyance et de leur courage que dépend la paix. Si nous transposons cette formule sur le plan de l'action réaliste, c'est-à-dire si nous tenons compte de l'impossibilité actuelle d'une propagande internationale, nous trouverons que la classe ouvrière de ce pays a mieux à faire que de se prêter à des manifestations ostentatoires, vaines et confusionnistes, d'accepter de jouer un rôle dans le grand gala des officiels du pacifisme guerrier, de s'affubler d'oripeaux et d'accessoires d'opéra-comique. Le spectacle est une chose, la paix en est une autre. Son flambeau n'est pas la torche symbolique qu'on a transportée en grande pompe de l'Arc de Triomphe à Verdun. Il est la volonté lucide des travailleurs de ne jamais accepter le déshonneur d'une nouvelle guerre. Une vigoureuse politique de paix doit poser d'abord le refus organisé de faire la guerre et ensuite la réputation totale de l'injustice de Versailles, la séparation complète d'avec l'impérialisme français. Les conditions de paix sont là et pas ailleurs.

Ce sont là les réflexions qu'inspirent, en ce quatorze juillet d'union sacrée, les flonflons des musiques guerrières.

LASHORTS

LE FRONT MARXISTE EN ESPAGNE

Les conséquences imprévues des événements d'octobre 1934

A la suite de la politique agressive des différents gouvernements de droite, l'U. G. T., d'accord avec le P. S. et les républicains de gauche, décidèrent d'agir. Mais ils entendaient mener cette action sans la C. N. T. et même contre elle. Au mois de septembre 1934, la C. N. T. invita, dans une lettre rendue publique, l'U. G. T. à préciser sa position en face de la bourgeoisie. Aucune réponse. La grève générale, déclarée au début d'octobre 1934, par l'U. G. T., avait pour objectif de provoquer la démission du gouvernement Lerroux. La C. N. T. non seulement n'a pas été consultée, mais on fit arrêter par la gauche catalane les principaux militants à Barcelone, Durutti en tête.

Ce silence était plus que suspect. Cependant les affiliés de la C. N. T. suivirent partout le mouvement. Dans les Asturies, les anarchistes étaient à la pointe du combat. Trois volumes, récemment parus, exposent en détail l'activité de nos camarades pendant les glorieuses journées d'octobre aux Asturies.

Ce sont les camions blindés de la F. A. I. et C. N. T. de la Falguera qui ont pris les casernes d'Oviedo. Les photos de ces mêmes camions ont été reproduites par l'*Humanité*, mais le journal de tous les bourgeois de France, avait pris soin d'effacer les inscriptions : F. A. I., C. N. T., pour faire croire aux prolétaires que c'étaient les communistes qui avaient employé les camions.

L'élément U. G. T. prédominait aux Asturies, mais ceci n'a pas empêché nos camarades de prendre part aux événements et de tenir jusqu'au bout, malgré la défection des chefs socialistes.

Le gouvernement Lerroux refusa de démissionner et on connaît le dégonflage sensationnel du Lénine espagnol (Largo Caballero) et des révolutionnaires d'opérette de la Généralité de Catalogne.

Quel était le but de ce mouvement mené par les républicains bourgeois et les réformistes marxistes promus en révolutionnaires ?

Dans le *Libertaire* et le *Combat Syndicaliste*, de l'époque, j'ai soutenu la thèse que ce mouvement était une réédition de la grève générale que Braun, et ses amis du gouvernement socialiste de Prusse, avaient organisé en 1921 contre le coup de force de Kapp. Que les dirigeants de ce mouvement cherchaient à renverser le gouvernement Lerroux et lui substituer un gouvernement de gauche.

La presse socialo-communiste en France accablait chaque matin les « traitres » de la C. N. T. et F. A. I., quitte à reconnaître quelque temps après, que les promoteurs du mouvement en Catalogne les avaient empêchés d'agir en les emprisonnant.

Dans deux discours sensationnels prononcés à Saragosse et à Bilbao, le chef socialiste, Prieto, documents en main, prouvait que le mouvement d'octobre n'avait pour but, non comme le prétend Caballero, la conquête du pouvoir par le prolétariat, mais l'installation pure et simple d'un gouvernement bourgeois de gauche. Les déclarations d'un chef aussi autorisé du mouvement, expliquent l'attitude équivoque de Largo Caballero, qui lâche ses troupes en pleine bataille, les laissant écraser par l'ennemi, sans leur donner la moindre instruction.

Cependant, Largo Caballero n'ignore pas que les affiliés de la C. N. T. participent acti-

vement dans les batailles des Asturies et que, malgré la répression gouvernementale, ils se préparent à sortir incessamment dans la rue dans les autres régions du pays.

Mais il s'agissait de contrecarrer un tel mouvement, qui risquait d'entraîner la classe ouvrière vers une révolution profonde et intégrale. Les gens de la Généralité — Compagnys en tête — avaient également vu ce « danger » d'un mouvement dépassant les buts mesquins qu'ils lui assignaient. Voilà pourquoi, au lieu de provoquer par une attitude ferme et énergique, des événements dont ils n'eussent été ni les maîtres ni les profiteurs, ils préférèrent se rendre au général Battel et briser ainsi la vague révolutionnaire et aussi la résistance des mineurs asturiens.

Si la bourgeoisie espagnole n'était pas aussi ingrate, égoïste et aveuglée par la haine, elle tresserait des couronnes à Largo Caballero et à Compagnys qui la sauverent une fois de plus de la révolution. Car, il ne fait de doute pour personne que, si l'U. G. T. et la gauche catalane avaient persisté encore quelques jours dans leur attitude d'intransigence, le feu révolutionnaire eût embrasé toute la Péninsule.

Prise de panique et de terreur, la bourgeoisie fit massacrer par la Légion étrangère la vaillante population asturienne.

Pour la première fois depuis sa fondation, l'U. G. T. était mise hors la loi. On emprisonna plus de 30.000 prolétaires appartenant à toutes les tendances du mouvement ouvrier. Des centaines de condamnations à mort furent prononcées par les tribunaux militaires. On exécuta des militants dont la plupart appartenaient à la C. N. T.

Et c'est sur ces vaillants lutteurs que les plumitifs de l'*Humanité* et de la presse socialiste proféraient des injures, en les accusant de trahison !

Les militants de l'U. G. T. et de la C. N. T. se retrouvèrent dans les prisons, dans l'illégalité, sur les lieux du travail. La répression des gouvernements de droite, sur les militants ouvriers, eurent des effets imprévus parmi les affiliés de l'U. G. T. La croyance dans la République bourgeoise et « démocratique » chaque jour s'effritait. La masse ouvrière, sous l'influence de la propagande anarchiste, s'orientait de plus en plus vers des solutions révolutionnaires. Les frères ennemis de l'U. G. T. et de la C. N. T., au lieu de s'entredéchirer, commençaient à s'entendre, car les affiliés des syndicats réformistes apprirent ce que c'est que la tyrannie et commençaient à apprécier l'efficacité des méthodes de lutte pratiquées par la C. N. T. et la F. A. I.

La chaudière sociale, sur laquelle étaient assis Gil Robles et Alcalá Zamora, laissait entendre des bruits sourds qui troublaient le sommeil des capitalistes espagnols et faisait perdre la tête aux gouvernants.

Les classes dirigeantes d'Espagne, qui cependant sont incroyablement rétrogrades et réactionnaires ont des réflexes d'une sensibilité extraordinaire et une capacité de manœuvre hors classe.

Endurcies par la guerrilla sans relâche que leur livrent les anarchistes depuis plus de cinquante années, elles sont passées maîtres aussi bien dans l'art du recul stratégique que dans l'attaque brusque, foudroyant l'adversaire.

CHARLES ROBERT.

(A suivre).

L'agitation politique et sociale s'accroît de jour en jour en Espagne. Cette dernière semaine notamment a été fertile en incidents et événements d'une exceptionnelle gravité.

Il apparaît jusqu'ici que la tentative de regroupement des forces fascistes par les moyens de violence préconisés notamment par le député Calvo Sotelo, qui vient d'être assassiné, a été un échec.

Le coup de main sur le poste de radio de Valence a vu se dresser en riposte une formidable manifestation d'action directe qui a abouti à des représailles violentes contre les journaux réactionnaires et contre le siège des organisations patronales. Nos camarades de la C.N.T. ont été visiblement les initiateurs de cette riposte énergique, car plusieurs d'entre eux ont été arrêtés. Cela n'a pas empêché le *Populaire*, soulignons-le en passant, de reproduire, sans doute avec intention, et sans commentaires une absurde information d'Havas, assimilant des compagnons porteurs de carte de la C.N.T. avec des membres des Phalanges espagnoles (fascistes notoires).

Nous ne pouvons croire que le *Populaire* se trompe à ce point sans le vouloir. Et quand André Leroux rapporte péle-mêle et sans distinction, la fermeture des locaux du parti monarchiste et... de la C.N.T. sans dire un mot de l'action personnelle de cette dernière, quand il parle du « pistoletisme » des anarcho-sindicalistes, comme s'ils en étaient les initiateurs, alors que chacun sait que par centaines nos camarades sont tombés sous les balles des fascistes, on s'aperçoit que c'est toujours la même tactique de confusions volontaires, de discrédit hypocritement suggéré, pratiquée dans le but de salir et de discréditer nos camarades espagnols.

A propos du meurtre de Carlo Sotelo, député monarchiste fasciste, commis par les gardes d'assaut en représailles de l'assassinat d'un de leurs chefs le lieutenant Castillo, il faut rapporter aussi l'attitude des socialistes, des communistes et de l'U.G.T. qui invitent, dans une déclaration, les travailleurs à la défense du régime.

Cependant, le *Populaire* reconnaît lui-même toujours sous la plume d'André Leroux qu'il ne croit pas « à un danger immédiat pour le régime républicain ». Cependant, les locaux de la C.N.T., à Madrid, viennent d'être fermés une fois de plus — la troisième en deux mois — ainsi que les ateliers libertaires. Alors on comprend...

On comprend que le gouvernement « républicain » tente en ce moment une double opération politique entre la droite — danger fictif — et contre la C.N.T. danger réel pour le capitalisme espagnol.

En effet, la grève du bâtiment, qui dure depuis cinq semaines, continue à 100 %. Pourtant, l'U.G.T. s'était « arrangé » pour que les ouvriers socialistes reprissent le travail lundi. Mais les ouvriers de la C.N.T. n'acceptant pas les bases de travail imposées par l'arbitrage gouvernemental sont restés en bataille à plus de 50.000 et les adhérents de l'U.G.T. se sont de nouveau joints à eux.

Voilà qui traduit pour les dirigeants socialistes et leurs alliés communistes, une perte d'influence plutôt catastrophique, qui explique les nouvelles tracasseries dont nos amis espagnols sont victimes.

L. A.

Orobon Fernandez est mort

Le camarade Valeriano Orobon Fernandez naquit le 14 avril 1901 dans un village près de Valladolid.

A quatorze ans, il entre dans la C.N.T. pour y militer. En 1924, il est expulsé des Asturies sur l'ordre du général Burguete.

Refugié à Paris, il est à nouveau expulsé pour sa campagne contre la guerre du Maroc. Berlin fut son nouveau refuge. Etudiant infatigable, il s'assimila rapidement la langue allemande et se fit professeur d'espagnol. Il passa à Hambourg, Vienne, Leipzig, A. Londres, il apprit l'anglais et continua à donner ses cours.

Il rentre en Espagne en septembre 1930 ; il est arrêté à la frontière et incarcéré à la prison de Figueras. Libéré, il se rend à Valladolid, continuellement surveillé et accompagné par la police.

Lors du mouvement de Jaca, il parvient à s'enfuir et ses pérégrinations à travers l'Allemagne et la France reprennent. Lors de l'avènement de la République, il revient en Espagne et participe au premier Congrès de la C.N.T.

Son rôle dans le développement rapide du mouvement confédéral lui vaut la considération toute spéciale de la bourgeoisie et de ses sbires. Propagandiste actif, il prend une part considérable à l'agitation révolutionnaire.

Au moment où le gouvernement radical prend le pouvoir, le ministre de l'Intérieur, Salazar Alonzo le fait arrêter et conduire à la Direction Générale de la Sécurité d'où il est envoyé en cellule sous le prétexte qu'il a insulté un fonctionnaire.

Condamné tout d'abord à une amende de 10.000 pesetas qu'il parvient à payer, le ministre élève la somme à 50.000 pesetas.

Il est libéré le 28 mars, à demi-mort. Deux ans durant, il essaye de résister à la maladie qui l'épuise.

Finalement, il succombe. C'est un exemple de vie militante, entièrement consacrée à la défense des humbles et de l'idéal anarchiste.

Tous les camarades trouveront en lui des raisons nouvelles pour continuer le combat à son imitation. (Renseignements puisés dans « Solidaridad Obrera » de Barcelone).

Abonnements au "Libertaire"			
FRANCE		ETRANGER	
52 Nos	22 fr.	52 Nos	30 fr.
26 Nos	11 fr.	26 Nos	15 fr.
13 Nos	5 fr.	13 Nos	7 fr. 50
Chèque postal : N. Faucler, Paris 596.00 20, rue Plâtr, Paris (20e)			

Le Coin des Jeunes

Ohé les marxistes !

On demande : Où sont-ils ?... Nous ont-ils délaissés pour un sol plus fertile ?...

On regarde, on cherche, on appelle, pas un marxiste à l'horizon.

On en connaissait pourtant des purs, des tenaces, incapables de parler cinq minutes sans citer dix fois Marx et Lénine. On va les voir pour les interviewer sur la disparition de leurs amis et l'on se trouve devant des patriotes bon teint qui vous parlent « défense nationale ».

Mais où donc sont passés ceux qui nous renvoyaient aux cours de la rue Mathurin-Moreau ? Ceux qui n'agissaient que selon les prescriptions d'une doctrine et dont l'argumentation solide reposait sur des expériences.

Où sont-ils les stratèges révolutionnaires, les rouges, grands flétrisseurs du réformisme ?

Où sont les marxistes, champions de la lutte de classes ? Pendant quelques temps le bon prolo s'est posé la question. Il regardait autour de lui sans bien comprendre. Puis en regardant un peu plus loin il a vu de l'autre côté de la barricade, tendant la main aux ennemis de la veille, les chefs, les doctrinaires, les types calés, les marxistes, les pourfendeurs du fascisme, qui rigolaient doucement en voyant sa mine déconfite.

Le militant de la base, l'ouvrier sérieux qui n'a jamais cherché la vérité en dehors des chemins tracés par les prophètes, se frotte les yeux, marche tout de même sans y voir clair et écoute ahuri les appels à la réconciliation des classes.

Les chefs, les lumières, les intellectuels se frottent les mains. La grosse partie des troupes s'est embarquée pour le petit voyage. Le militant chante et vend maintenant *La Marseillaise*, met des temps héroïques. Le drapeau des Versaillais, bourreaux des communistes, côtoie l'« anachronisme » étendard de la révolte.

Et chaque jour le « grand journal » Naco apporte en manchette et dans ses colonnes, une autre désapprobation de la lutte révolutionnaire, une nouvelle déclaration d'indéfectible attachement à la patrie.

Le ministre de l'Intérieur, « camarade so-

DÉFENDONS LES NOTES

Lazarevitch en prison

Nicolas Lazarevitch vient d'être condamné par les juges bruxellois à sept mois de prison et 2.100 francs d'amende pour faits de grève et comme militant syndicaliste agissant au nom du Bâtiment de Bruxelles.

Juridiquement le délit était inexistant, ce n'est qu'en rappelant les nombreuses condamnations précédentes de Lazarevitch que le procureur arracha à la justice bourgeoise ce verdict de classe.

Mais il y a plus grave.

En octobre, viendra en discussion le projet d'amnistie — le ministre de la Justice Bovesse vient de gracier et de libérer tous les emprisonnés politiques sauf N. Lazarevitch.

Celui-ci est malade, les poumons atteints depuis son passage dans les bagnes soviétiques.

Une nouvelle peine de prison l'atteindrait gravement.

L'indignation ouvrière est telle que même la bureaucratie syndicale belge s'est émue et que la plupart des grandes centrales ont protesté énergiquement auprès du ministre de la Justice.

Devant la carence de la fraction socialiste au Parlement belge, complice de la répression capitaliste, nous appelons l'opinion anarchiste, syndicaliste et ouvrière de France, à marquer sa solidarité avec notre camarade.

Il faut que le cas Lazarevitch soit posé devant les syndicats, dans les meetings, au sein des organisations politiques.

Des télégrammes doivent être envoyés, ainsi conçus :

Au ministre de la Justice Bovesse Bruxelles, Belgique.

« Protestons contre mesure exceptionnelle prise par vous contre Lazarevitch ».

Il faut que contre la sinistre alliance de la bourgeoisie et de la social-démocratie se manifeste la solidarité internationale.

Nos camarades belges sont décidés à employer tous les moyens pour protester ainsi que le témoigne la lettre suivante :

Bruxelles, le 11-7-36.

Au citoyen Fischer, président de la Fraction Socialiste de la Chambre.

Citoyen,

Mon époux, Lazarevitch Nicolas vient d'être condamné pour avoir comme délégué syndical pris part à la grève, à 7 mois de prison et 2.100 fr. d'amende.

Il se trouve actuellement à la prison de Forêt. Or, on est venu hier lui faire part que la Chambre tendrait à remettre pour octobre la discussion du projet d'amnistie ; mais par contre le ministre Bovesse promet d'appliquer immédiatement un sursis d'exécution à tous les condamnés pour faits de grèves, « sauf à Lazarevitch ».

Je vous répète que cela a été communiqué à Lazarevitch par une personne bien en vue dans le monde politique. Cette même personne avait communiqué la nouvelle au camarade Marchand, secrétaire du Syndicat du Bâtiment.

Or, je tiens à vous déclarer dès à présent que si la fraction socialiste marche dans cette combine inqualifiable, nous allons protester par tous les moyens. Les mesures exceptionnelles sont introduites jusqu'à présent chez Hitler et Mussolini. Nous ne laisserons pas installer sous l'auspice de 6 ministres socialistes une dictature fasciste, ou au moins nous ne laisserons pas l'installer sans nous battre jusqu'au bout.

Nous défendrons Lazarevitch par tous nos moyens et rendrons responsable pour les mesures exceptionnelles prises contre lui seul, la fraction socialiste de la Chambre. Veuillez agréer, citoyens, mes salutations distinguées.

Ida Lazarevitch.

cialo » jouissant dans le parti d'une solide réputation de phonographe tonitruant et démagogique, proclame qu'il usera de « tous les moyens appropriés » pour calmer les grévistes. L'*Humanité* approuve, surenchérit.

Les députés nacos qui au début du mouvement, voyaient dans les grèves un aliment à leur démagogie, dépassés par la poussée ouvrière, effrayés par la résistance prolétarienne, applaudiront à la répression lorsque Salengro fera à Paris comme à Lille, tirer sur les travailleurs en lutte.

Les chefs du Front Populaire se trompent s'ils croient le morceau enlevé. Les travailleurs (communistes et socialistes y compris) veulent la réalisation des promesses faites avant les élections. Par leur action directe, ils ont déjà obligé le gouvernement à décider l'application d'une partie de son programme. Mais si les décisions ne deviennent pas rapidement des réalités, si les ministres socialistes, appuyés par les nationaux-communistes font charger les grévistes, si les camarades flics viennent évacuer à coups de matraques et de revolvers les usines occupées, la politique de classe du Front Populaire sera démasquée.

Les chômeurs qui attendent du travail, les jeunes qui attendent l'abrogation de la loi des deux ans, le prolétariat tout entier qui veut manger à sa faim, ne marchera pas dans une politique de défense de la petite bourgeoisie s'exerçant contre les intérêts ouvriers.

Non, le morceau n'est pas enlevé, le coup n'est pas encore réussi. Les militants révolutionnaires d'hier ne sont pas effectivement « tricolorisés ».

La psychose « Front Populaire » n'a été créée qu'à coups de promesses. Devant le reniement de celles-ci, ou l'impossibilité de les appliquer, elle s'effondrera aussi vite qu'elle est venue.

En empêchant les travailleurs de revendiquer leurs droits, Salengro ébranle le gouvernement plus dangereusement que ne le ferait vingt députés passant à l'opposition.

On ne trouvera pas d'ouvriers, même dans les rangs communistes, pour aider le gouvernement dans sa tâche » quand cette tâche s'avèrera nettement anti-ouvrière.

Les militants auxquels on a infligé des « bains de marxisme » ont supporté, croyant à une nouvelle finesse de la tactique et pleins de foi dans les résultats du jacobinisme.

Ils se refuseront à prendre des bains de fascisme sous un gouvernement socialiste.

Le ministre « Front Populaire » qui commence à se montrer sous son véritable aspect est le premier de la législature actuelle.

Cette législation pourrait très bien être la dernière du capitalisme Français.

RINGEAS.

Pour une Fédération des Groupes de J.A.C. en France

Devant la tournure que prennent les événements : commencement de trahison du Front populaire, menaces de plus en plus précises de guerre, il importe plus que jamais de coordonner l'action des groupes éparés de J. A. C. Encore peu de camarades de province nous ont répondu ; qu'ils se hâtent, nous devons être à même de connaître, les uns et les autres, notre action réciproque. Que demain il faille, et il le faudra sûrement, entreprendre une action de quelque envergure, chacun de nous ne devra pas avoir l'impression d'être isolé ; c'est pour cela que nous tenions tant à former une fédération parce que c'est une nécessité ; pour qu'à chaque heure chacun sache qu'il a des amis, des camarades, qui agissent pour atteindre le même but.

Nous adressons donc le plus pressant appel aux groupes de jeunes, existant déjà, et aux camarades qui ont la possibilité de fonder un groupe, pour qu'ils se mettent en rapport avec nous. Le plus tôt sera le mieux.

J. A. G. N. MONBERT.

JEUNESSE ANARCHISTE COMMUNISTE

Organisation nationale. Les groupes, militants et sympathisants doivent s'adresser au secrétaire Monbert.

Groupe Paris-Ville. Mardi 21 juillet à 9 h. précises, au local, Causserie intérieure sur : « L'Etat et la Révolution ».

Groupe des Etudiants. Pendant les vacances, s'adresser à Declanin, au « Libertaire ».

La Brochure : « Qu'est-ce que veut la J.A.C. ? » va paraître. Prière d'envoyer les souscriptions à Monbert, au « Lib. » L'argent versé sera remboursé par un nombre proportionnel de brochures.

Les papillons antimilitaristes sont parus. Prière de passer les commandes : 2 fr. 50 le cent, 20 fr. le mille.

RÉUNIONS PUBLIQUES

SAINT-DENIS

Jeu 23 juillet, Salle Carlier à 9 h. précises, Boulevard Carnot 35. Orateurs : Ringas, Ridet, Coudry. « Position de la J.A.C. devant la situation actuelle. »

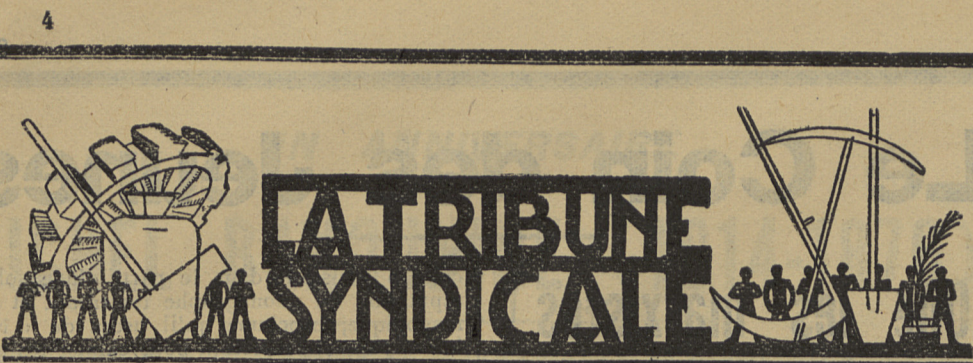
NANTERRE

Vendredi 24 juillet à 9 h. précises, Salle Pouchon, 49 rue de Suresnes. Orateurs : Ringas, Ridet, Coudry. « Les 2 ans. Les menaces de Guerre, l'Union Sacrée ».

MONTREUIL

Dimanche 26 juillet à 10 h. du matin précises, Salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Orateurs : Ringas, Ridet, Coudry. « Position de la J.A.C. devant la situation actuelle ».



Action révolutionnaire à la base!

Sous prétexte qu'on ne fait pas de politique dans les syndicats, on fait taire bien souvent des camarades qui rappellent que le grand objectif de l'égalité économique par la Révolution prolétarienne demeure malgré toutes les déviations réformistes le but final du syndicalisme.

Nous nous départageons déjà sur ce premier point entre réformistes et révolutionnaires par le fait que si en révolutionnaires consciencieux nous voulons bien marquer des étapes et des arrêts vers le grand but, ou en diviser la conquête, nous prétendons au contraire de nos adversaires de tendance qu'on ne saisis pas ce grand but par petites étapes, mais que la dernière étape sera telle en quantité qu'elle dépassera et noiera d'un seul coup toutes les autres.

Faute de concevoir l'organisation syndicale comme capable d'entreprendre et de mener à bien cette lutte pour la libération intégrale du travail par une grande étape révolutionnaire, on est trop souvent appelé à faire revivre cette conception fautive du syndicalisme limité au décalage économique des masses travailleuses et de lui adjoindre à titre purement révolutionnaire la conception totalitaire du parti politique.

Si les réformistes du syndicat conçoivent réellement la libération du travail par de petites expropriations qui préparent automatiquement par addition un changement totalitaire, ils commettent une faute du même genre que ces révolutionnaires pseudo-syndicalistes pour qui la Révolution est une transformation qualitative de la lutte quotidienne par la substitution de l'action politique à l'action syndicale dans certaines périodes déterminées de l'évolution historique.

En vérité les premiers ne pensent pas à la révolution et les seconds ne croient pas au syndicat.

Tous deux sont amenés en fin de compte à nier la suffisance de l'action syndicale. Lorsque Frachon reconnaît que l'action syndicale est très utile, qu'elle donne aux ouvriers du bien-être, il ne pense pas à la suffisance syndicale, mais à la préparation d'un terrain de lutte pour son parti.

Lorsque Jouhaux entend préparer la Révolution expropriatrice par tranches de 10 ou de 20 %, il démontre l'insuffisance du réformisme et l'interprétation à rebours de toutes les restrictions apportées au capitalisme par un plan, un contrôle, ou toutes autres solutions de réforme. L'évolution du socialisme en régime capitaliste ne se fait jamais du moins au plus, mais au contraire du plus au moins. Les conquêtes sociales s'atténuent et passent avec le temps, et le seul principe évolutif demeure la lutte révolutionnaire des masses.

Nous plaçant loin de ces écoles, nous prétendons pour notre part qu'il n'y a pas de syndicalisme sans principe révolutionnaire et pas de révolution sans syndicalisme. Nous faisons du syndicat un mouvement sain qui sait unir l'action pour le mieux-être quotidien à l'objectif de la Révolution.

La libération du travail ne sera pas l'œuvre d'un parti, mais de l'organisation syndicale fortifiée sur des bases révolutionnaires.

En dehors de ce principe les routes sont glissantes. Nous savons par expérience qu'une libération politique du travail ou bien n'est qu'une falsification de la libération ou bien qu'elle libère toute autre chose que le travail.

Pour qu'une œuvre révolutionnaire ne soit pas vouée à la dégénérescence ou simplement pour qu'elle s'entreprenne, il faut qu'elle satisfasse à la fois aux deux principes.

Il n'y a pas le syndicalisme et la politique : il y a une politique syndicale révolutionnaire dont nous avons le droit de parler.

Tous les éléments ouvriers, toutes les tendances politiques et philosophiques travaillant à l'intérieur du syndicat pour un même but : la libération intégrale du travail, — chacun doit admettre en principe qu'aucune méthode particulière de lutte ne saurait prévaloir sur une autre. Le syndicat doit forger lui-même sa méthode qui ne doit jamais abandonner une certaine cohérence, une certaine profondeur de vue que les partis politiques dans leurs conceptions particulières de l'histoire n'ont pas toujours intérêt à sauvegarder.

Si les partis politiques veulent encourager l'action syndicale, ce n'est pas en créant à l'intérieur des fractions favorables à leurs thèses, mais par un certain renoncement et dans une large mesure par un effacement de leurs tendances au profit du bloc syndical. Consciencieux ou inconsciencieux, cela s'est fait à Toulouse.

L'action syndicale ne peut donc pas s'embarrasser des vues étroites ou des particularismes politiques. Par l'union et pour l'union révolutionnaire elle doit forger ses méthodes.

La Révolution prolétarienne totalitaire est une de ces vues larges qu'il est bien difficile d'adapter à de petites compromissions politiques.

L'action directe et autonome est une autre de ces conceptions larges qui froissent quelquefois les expériences de gouvernements dits ouvriers.

Ce sont des principes qui ne sont pas toujours faciles à manier au gré des contingences politiques.

Mais il ne faut pas oublier qu'outre qu'ils sont le moteur et la base même de l'unification ouvrière dans le syndicat, ils demeurent, par leur intransigence et leur inflexibilité, la seule assurance contre les trahisons et contre l'échec des expériences politiques.

Tant que le prolétariat sera communément misérable — et il ne cessera de l'être qu'avec le triomphe total des principes révolutionnaires — il ne peut être question pour lui ni de s'attarder sur des étapes ni de laisser diviser le bloc de la misère par des compromis qui se retourneront toujours contre lui.

Qu'une expérience politique dite populaire échoue, cela n'est rien si le bloc ouvrier n'a pas été entamé dans sa croyance qu'il n'y avait là rien qui ne fût susceptible d'échouer.

Mais si l'expérience représentait pour les ouvriers autre chose qu'une tentative partielle dans l'acceptation purement syndicaliste des expériences politiques, — si les ouvriers voyaient par exemple une libération qui devait être bientôt suivie d'une autre et d'une autre jusqu'à libération totale, c'est la fatalité du mécanisme qui est en jeu, l'échec n'est plus un risque de lutte, c'est le bloc des revendications qui se dessoude, la foi et la raison de lutter qui s'en va.

Souligner les petites trahisons, échecs ou tournants politiques, aussi souvent qu'ils se présentent, en soulignant à la lumière de l'exemple la vraie position syndicale, c'est travailler pour la conception d'une vraie et saine politique des producteurs : celle qui incombe à l'organisation syndicale.

La conception de l'antagonisme des classes est certainement dans telle conjoncture historique une idée simple — beaucoup disent simpliste. Rien pourtant n'est venu jusqu'à présent l'infirmer sinon l'interprétation des politiques qui en avaient fait leur bétail de combat.

Un certain jour on s'est mis dans la tête que cette vieille idée de lutte de classes était bien longue à porter les fruits qu'on attendait les politiques. On s'est ingénié d'une part à lui substituer sans discernement une réconciliation de n'importe quel prolétaire avec n'importe quel bourgeois et d'autre part sur le terrain de l'économie à diriger un capitalisme voué par ses conditions de développement à la déchéance et à la mort.

Il fut un temps où l'union nationale et l'économie dirigée étaient l'apanage du fascisme.

Aujourd'hui les voleurs bourgeois ne sont plus ni des voleurs ni des bourgeois ils sont nos frères de combat contre le haut capital. Les politiques sont passés sans transition de la lutte entre des fractions solidaires du prolétariat à l'union de ce même prolétariat avec son ennemi de toujours : la bourgeoisie.

L'action politique démocratique combinée à la direction de l'économie capitaliste c'est-à-dire une machine qui n'appartient et n'appartient jamais au prolétariat, s'est substituée à la plus saine théorie moderne de lutte de classes.

Pour conquérir une étape politique dont la valeur est contestable ou pour tous autres motifs inavoués, les partis politiques ont sacrifié l'organisation ouvrière et la véritable force du prolétariat : l'intransigence de classe et la conception totalitaire de la révolution libératrice.

La C.G.T. réunifiée a suivi allègrement le mouvement.

C'est à nous de remettre la C.G.T. dans son courant syndicaliste révolutionnaire. Autrement il n'y aura bientôt plus ni parti, ni syndicat. Mais une couvée de démocrates sans principes et sans doctrine qui brille encore pour le moment d'une flamme révolutionnaire que personne ne songe plus trop à ranimer.

Dans son orientation planiste, l'organisation syndicale démontre qu'elle peut servir à n'importe quel pour n'importe quoi.

Si l'on subordonne au succès provisoire la préparation du succès total, la fameuse organisation de classe épouse les tourments des expériences politiques. Elle n'est plus qu'un grossier parti primitif sans souplesse et sans force.

L'intransigence et la non malléabilité de l'organisation syndicale n'est pas un défaut mais une vertu essentielle, sa vraie qualité de classe.

Si les fascistes ont le verbe haut et les dents longues, ce n'est pas en leur cédant du terrain qu'on les matra mais en constituant un bloc prolétarien, ce bloc syndical inattaquable qui riposte aux actes par les actes et qui note tout sous son nombre.

Pour terminer s'il faut assouplir quelque chose dans la C.G.T., parti du travail, ce n'est pas la doctrine révolutionnaire, mais les rouages de la machine.

Il faut démocratiser l'organisation et non pas la diluer.

Action révolutionnaire à la base. C'est la seule façon dont nous prétendons influencer politiquement l'organisation syndicale en lui rappelant ses propres principes.

Si cela déplaît à quelques-uns, qu'ils nous montrent leurs assurances politiques ou syndicales contre la trahison, la dégénérescence et la mort.

Action révolutionnaire à la base : nous n'en connaissons pas d'autre.

L. DAURAT.

La gangrène politicienne

La stratégie réformiste de paix sociale développe actuellement son offensive contre l'action directe des travailleurs en lutte contre l'intransigence patronale, dans les entreprises encore occupées.

Et les travailleurs ne sont pas peu surpris de voir les dirigeants communistes prendre la tête de cette opération de freinage.

Frachon, secrétaire adjoint de la C. G. T., ne craint pas de rappeler dans l'organe stalinien : « En pleine période d'effervescence, nous avons eu le courage (sic), de dire qu'il fallait savoir terminer une grève. Les ouvriers nous ont écouté. »

Les ouvriers vous ont écouté ! En êtes-vous si sûr que cela camarade Frachon ?

Sont-ce ceux du textile de Marseille qui ont poursuivi la lutte malgré l'avis de Thorez et qui viennent d'obtenir satisfaction. Sont-ce ceux de la « Semeuse » en lutte contre les gros margnats du crédit commercial et qui en sont à leur 40^e jour de grève-occupation. Sont-ce les 1.200 exploités des raffineries Say, qui en sont à leur 45^e jour de lutte contre l'infâme Tharodon, des 200 familles dont la féroce intransigence prolonge le conflit. Sont-ce enfin les ouvriers des centaines d'entreprises où la rapacité de leurs exploités, GROS ET PETITS,

LE LIBERTAIRE

oblige nos camarades à obtenir satisfaction par le seul moyen à leur disposition : la grève. Et il vous ont tellement écoutés, ces ouvriers que, dans votre souci de donner des garanties aux classes moyennes conservatrices, vous voici obligé, faisant écho à Salengro, d'ajouter : « Nous leur disons aujourd'hui, avec la même franchise, que l'empêchement de l'action gréviste que la continuation de l'occupation des usines les desservirait. »

Ainsi, ceux qui pour défendre leur dignité bafouée et leur droit à la vie se sont imposés durant de longs jours les plus durs sacrifices devraient rentrer la tête basse, pour éviter d'indisposer les « sincères parleurs du Front populaire » que l'occupation des usines a inquiété.

Singulière conception de la lutte ouvrière qui s'inspire avant tout de l'intérêt des petits exploités.

A Frachon qui prétend : « Maintenant avec la puissance de leurs syndicats, avec leur organisation forte, ils pourront envisager, le cas échéant, de mener une grève à l'extérieur des entreprises avec autant de succès qu'ils la mènent au dedans », nous posons la question : comment éviterez-vous la désertion de la lutte, la corruption patronale pour faire travailler les jaunes ? Comment empêcherez-vous le lock-out qui permet au patron de procéder à une épuration de son personnel pour mieux l'asservir ensuite ? Toutes ces complications sont éliminées par la grève sur le tas.

Ouvriers qui l'avez compris, gardez-vous des politiciens du syndicalisme.

Chez Sautter et Harlé

Depuis de nombreux mois, le sieur Roberti, contremaître de l'outillage, Croix de feu notoire, membre influent du syndicat « Professionnel Français » jouait au dictateur, mais tout à une fin, y compris la patience des ouvriers qui, maintenant conscients de la force syndicale, ont réagi vigoureusement contre ce Mussolini au petit pied.

Une première fois, celui-ci fut averti par les compagnons de cesser ses brimades, faute de quoi les ouvriers se verraient contraint d'employer des méthodes adéquates pour mettre fin à ses agissements.

Il faut croire que cet ému de De la Roquette pensait que les camarades oublieraient leurs promesses, car il manœuvra auprès de quelques ouvriers du syndicat chrétien, pour dresser une liste patronale contre la liste des candidats délégués ouvriers présentée par les ouvriers et patronés par le syndicat des métaux. Cela fit déborder la coupe, et après le travail une conduite de Grenoble fut faite à ce triste individu qui pâle de frayeur ne dut sa fuite que grâce au sang-froid des responsables de la section syndicale qui tirèrent dans la rue les conclusions de cette action devant de nombreux ouvriers.

Cette méthode est une des meilleures : la chaussette à clous qui était naguère en vigueur dans le bâtiment a parfois du bon contre les briseurs du mouvement ouvrier.

Bravo les gars de chez Harlé rien de tel que l'action directe contre le patronat et ses larbins.

Quant aux vengeances fascistes qui voudraient s'exercer contre les syndicalistes qui veulent garder ce qu'ils ont su conquérir par la lutte, il existe une autre méthode :

Pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule.

Qu'on se le dise.

Le Lapin.

Aux Charbonniers

L'unité de lutte nous a fait obtenir des avantages certains. Malgré les augmentations de salaires consenties par le patronat, il est indéniable que les ouvriers n'arrivent pas encore à établir un équilibre dans leur budget familial.

Nous avons vu, et nous voyons encore, les possédants augmenter leur prix de vente en rapport avec les pertes qu'ils ont subies du fait des grèves et des nouveaux salaires.

Le Gouvernement lui ne se presse guère d'enrayer ces hausses. Le voudrait-il qu'il ne le pourrait pas. En ce régime, il est normal que celui qui possède un produit le vende le prix qui lui plaît. Et à moins d'entrer dans une voie révolutionnaire et d'expropriation au profit des producteurs tous les biens gardés jalousement par une poignée de financiers, la situation restera sans changement.

Tous les camarades de la corporation sentent bien le cercle vicieux dans lequel nous tournons, et ils aspirent tous à une solution équitable de ce marasme.

Mais ils ont encore un peu de confiance dans l'action parlementaire quand ils voient que sans l'arrêt du travail généralisé, ils seraient encore à attendre que les paroles de ces messieurs soient arrangées. Et l'on sait que des conversations de ce genre sont assez longues, sauf lorsque la production est arrêtée. Ce qui fut le cas dernièrement.

Si les camarades charbonniers de rester groupés dans leur syndicat et surtout de donner un allant révolutionnaire. Il ne faut pas oublier, camarades charbonniers, que le but du syndicalisme est net ; c'est la suppression de l'exploitation et partant, du capitalisme.

Il faut donc que toutes nos actions soient revendicatives et directes. Pas d'arrangement possible déguisée. Notre secrétaire est seul qualifié pour transmettre directement aux patrons nos revendications et nos volontés.

Nos délégués sont nos porte-paroles devant les directions. Ils ne peuvent donner d'ordre dans les chantiers sans l'assentiment de tous les ouvriers. Et ces derniers, camarades, et l'on voudrait que tous se pénétrant bien de cette chose : le délégué n'est qu'un camarade qui transmet des revendications ; c'est le traité d'union entre les ouvriers et le patronat. On n'assisterait pas alors, comme ce fut le cas dernièrement, au chantier Pécourt, au spectacle de voir le délégué démissionner à la suite de la tentative de faire croire qu'il touchait une prime patronale, pour briser le mouvement revendicatif. Bruits qui, d'ailleurs, ont certainement été propagés par le patronat lui-même dont on connaît les manœuvres hypocrites.

Camarades charbonniers, tous groupés et sans défaillance dans notre syndicat. Evitons de nous laisser tendre les pièges de la trahison qui circuleront de plus en plus, Vive l'action syndicale ! Vive l'action directe !

TOURNAUD E.

LIGUE INTERNATIONALE DES COMBATTANTS DE LA PAIX.

TOUS EN MASSE AU BOIS DE VINCENT, DIMANCHE 19 JUILLET, à 9 HEURES 30 DU MATIN

sur la Grande Pelouse entre la Porte Dorée et la Porte de Charenton. (Métro : Porte Dorée et Porte de Charenton).

Pour la paix sans réserve et pour l'immédiate réduction du service militaire.

A BAS LES DEUX ANS !

Sous la présidence d'honneur de Félicien Challaye et la présidence effective de Georges Pioch, prendront la parole :

Robert Jospin, secrétaire général L. I. C. P. ; Hélène Modiano, gauche révolutionnaire du Parti S. F. I. O. ; Henri Jeanson, du « Canard Enchaîné » ; Henri Bouche, du C. V. I. A. ; Marcel Pivert, gauche révolutionnaire du Parti S. F. I. O. ; Roger Monclin, de la « Patrie Humaine » ; Pasteur H. Roser, de la « Réconciliation » ; Ringes, Jeunesse Anarchiste ; Jean Mathé, Syndicat National des P. T. T. ; Weitz, des Jeunesses Socialistes ; Desbrosson, membre des J.E.U.N.E.S. ; Marthe Barthez ou Philippe Lamour.

Le poète Maurice Rostand, Mme Valsamaki et Vidalin, de la Comédie-Française, diront des poèmes pacifistes.

LA VOIX DE PROVINCE

BREST

Dans notre ville, le mouvement revendicatif ouvrier a eu l'occasion de se manifester dans de nombreuses corporations et certains conflits, entraînant ceux des dockers, prirent un caractère assez sérieux.

Ce dernier, par l'intransigence de patrons connus des incidents graves occasionnés par la brutalité des flics municipaux. Un bon nombre d'entre eux furent contusionnés, ce qui indique combien, ô communistes, la police est avec nous.

Le conflit des gaziers qui occupèrent leurs usines, amena le déchaînement des chiens de la Presse d'informations contre eux et qui tentèrent d'ameuter la population brestoise contre eux, en faisant jouer la corde sentimentale des soins de l'enfance et des malades.

Mais ces compagnons ne prêtèrent aucune oreille attentive à cette musique et imposèrent à leurs patrons leurs revendications.

En résumé, par l'agitation occasionnée et la surtout où se trouvaient déjà des syndicats, les ouvriers ont obtenu des résultats assez tangibles.

Mais qu'ils prennent garde et qu'ils ne s'entendent pas sur les résultats acquis qui sont relativement infimes en rapport de ce que doivent avoir les travailleurs.

Il faut qu'ils sachent que nous vivons en période pré-révolutionnaire, et qu'ils se préparent à des luttes très dures contre le Patronat et également contre le Fascisme.

Au sujet de celui-ci, il est bon de faire connaître que, par l'action directe, nous avons mis au pas les aspirants dictateurs de droite qui s'obstinaient depuis quelques jours, à parer leur boutonnière de larges rubans tricolores.

En quelques soirs, ils apprirent qu'on ne pouvait pas impunément les travailleurs et qu'il était temps d'avoir une tenue plus modeste. Tout Brest, put constater la suppression du port de ces rubans.

A. Le Lann.

P. S. — L'insiste une fois de plus, près des camarades de l'Ouest pour qu'ils répondent à notre appel de constitution de la Fédération de l'Ouest, indispensable pour notre région si arriérée.

Il est indispensable, je répète à dessein ce mot, qu'avant la période hivernale la liaison existe, en vue de la coordination de nos efforts.

Adresser toutes suggestions et demandes à Le Lann Auguste, Maison du Peuple, bois de Boulogne, Brest.

ORAN

Nous pensons qu'il est nécessaire de dénoncer à toute la classe ouvrière d'Algérie et de l'Afrique du Nord l'attitude des dirigeants de l'organisation syndicale d'Oran qui ont donné l'ordre à 800 grévistes en lutte depuis 8 jours de reprendre le travail sans qu'aucune revendication n'ait été obtenue.

Il est désapprouvé ce mouvement, ils ont prêché le calme et la discipline alors que les organisations patronales faisaient évacuer les caves de la maison Momméja par des fascistes armés de revolvers, alors que la cave Saint Pierre était prise d'assaut et que nos camarades marocains étaient obligés de quitter la carrière Lampillo sous la menace des parablams. De même le garage Ruffier était attaqué en pleine nuit à coups de revolver.

Comme réaction, la direction C.G.Tiste se bornait à téléphoner au Préfet. Le candidat parlementaire Ibanes se rendait au Commissariat Central.

L'action directe des dockers fut dénoncée comme résultant de la propagande des anarchistes locaux à coups de revolver.

Nous ne le nions pas, car nous croyons indispensable les méthodes révolutionnaires pour arriver à des résultats véritables au profit des travailleurs.

Ce n'est pas en restant dans un fauteuil de bureaucrate que nous arracherons quoi que ce soit au patronat.

Le groupe d'Oran.

PARIS-BANLIEUE

AULNAY-SOUS-BOIS

Dans notre quartier isolé de Nonneville un groupe d'une douzaine de bons camarades (cinq ou six autres n'ayant pas pu assister à notre première réunion) vient d'être constitué sous l'étiquette de : groupe d'action et d'études sociales contre la racaille politico-cléricale-fasciste qui gangrène et ronge notre cité, les camarades sont résolus à livrer le plus acharné des combats.

Face aux Jésuites rouges et tricolores récemment dans le patriotisme intégral pour mieux dupr le peuple travailleur, tous les esprits libérés doivent rejoindre nos rangs où ils trouveront une atmosphère de désintéressement et de fraternité.

Le groupe se réunit tous les samedis à 21 h., au café de la Tour d'Auvergne, 16 rue d'Amiens.

Dés aujourd'hui une bibliothèque de plus de cent volumes est à la disposition des camarades qui voudraient s'éduquer.

Ils trouveront également « Le Libertaire », « Terre Libre » et la « Patrie Humaine », qui sont d'ailleurs vendus à la criée tous les dimanches sur le marché.

Samedi 25 juillet, causerie par le camarade Frémont sur : la duperie du front populaire et l'Union sacrée.

Pour le groupe : Saïl Mohamed.

CARRIERS-SUR-SEINE ET REGION

En raison de la fête du 26 juillet tous les membres du groupe anarchiste régional, tous nos camarades anarchosyndicalistes sont convoqués à l'assemblée générale qui aura lieu samedi 18 juillet à 20 h. 30, salle du Café de la Mairie.

En raison de l'importance de l'ordre du jour, nous comptons sur la présence de tous.

Pour le groupe, le secrétaire.

POUR REPONDRE AUX PROVOCATIONS FASCISTES

Le groupe de Puteaux-Neuilly fait un pressant appel aux camarades de la région, libres le samedi soir, à partir de 5 heures, pour être aux côtés des vendeurs du « Libertaire » à la porte Maillot.

Il ne se passe pas un samedi sans que nos vendeurs ne soient provoqués par les fascistes, nous sommes décidés à répondre à ces messieurs comme il convient. Chaque fois qu'un de nos camarades sera touché, il y aura échange de bons procédés.

Le groupe se réunit le vendredi 10 juillet et le deuxième vendredi suivant, le 24, salle municipale, à 20 h. 30, rue Roque-de-Filliol, à Puteaux.

GROUPE DU 15^e ARRONDISSEMENT

Réunion vendredi 17 juillet à 20 h. 30 salle des Coopérateurs, 85, rue Mademoiselle

Formation du groupe, Le mouvement anarchiste devant la crise actuelle

Tous les camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

La Vie de l'U.A.

Commission administrative

Réunion lundi 6 juillet à 20 h. 30 au local habituel.

Groupe du 1^{er} arrond. — Réunion des camarades Porte d'Orléans, vendredi, samedi, de 5 h. à 8 h., pour la vente.

Groupe du 16^e. — Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'écrire ou de se faire connaître, à cette adresse : Max Delang, 1, impasse des Carrières, Paris (16^e) qui les convoquera en vue de créer un groupe libertaire.

Groupe du XVIII^e. — Réunion tous les jeudis, à 21 heures, 63, rue Doudeauville. Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du XIX^e. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, au local du « Libertaire ».

Groupe inter-communal Banlieue Sud. — Réunion de tous les copains lundi 20 juillet, à 20 heures 30, chez Maxime, 5, rue Frileuse, à Gentilly.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. — Permanence les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Groupe de Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Siècle, maison Pige, face à la mairie. On trouve le « Libertaire » à notre siège, tous les vendredis matin, ainsi qu'à la criée, le samedi matin.

Groupe de Bagnolet. — Le groupe se réunit tous les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, 27, rue Hoche. Les camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

Drancy. — Tous les anarchistes et sympathisants sont priés d'assister samedi 18 juillet, à la réunion chez Passabon, café des Trois-Marches, 80, avenue Marceau à Drancy. Cet appel concerne particulièrement les anciens copains de la F. C. L. et de la synthèse.

Groupe d'Antony. — Le « Libertaire » et la « Patrie Humaine » sont en vente tous les dimanches matin, de 9 h. à 12 h., place du Marché.

Groupe Libertaire de Nanterre. — Réunion samedi 11 juillet au siège social, 67, rue de Courbevoie. La souscription pour notre camarade Otto a rapporté à ce jour 105 francs. Merci à tous.

Groupe communiste libertaire de Dravill-Vigneux. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, café du Commerce, place de l'Eglise, à Dravill.

Groupe Communiste Libertaire d'Aubervilliers. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 30, 16, rue du Vivier, au Café. Appel est fait à tous les camarades habitant La Courneuve et Le Bourget pour rejoindre le groupe.

Clichy-Asnières-Gennevilliers-Levallois. — Réunion du groupe anarchiste samedi 18 juillet à 20 h. 30 très précises, 102, quai de Clichy.

Ordre du jour : Compte-rendu financier. Discussion sur le syndicalisme révolutionnaire et les dernières grèves. Les sympathisants et lecteurs du « Libertaire » sont cordialement invités.

Aujourd'hui vendredi de 17 à 19 heures, vente du journal à la porte de Clichy.

Aulnay-sous-Bois. — Réunion du groupe d'action et d'études Sociales tous les samedis à 21 heures, café de la Tour d'Auvergne, 16, rue d'Amiens.

Groupe communiste-libertaire de Versailles. — Réunion tous les jeudis, heure et lieu habituels. Présence indispensable.

Sannois. — Un groupe anarchiste vient de se former et fait appel à tous les copains des environs.

Pour tous renseignements, s'adresser chez le camarade Nicaisse, 104, rue d'Ermon, à Saint-Gratien.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés qu'ils trouveront le « Libertaire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe de Montrouge, Malakoff, Vanves et Châtillon. — Réunion tous les mercredis, à 8 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff. Appel à tous et aux sympathisants.

Groupe libertaire de Sartrouville. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libertaire » et du « Combat Syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la Tour d'Auvergne, 16, rue d'Amiens.

Groupe anarchiste de Saint-Ouen. — Réunion tous les vendredis, à 21 heures, au restaurant Frayssé, 101, avenue des Batignolles.

Appel à tous les camarades anarchistes, sans distinction de tendance.

Croix-Wasquehal. — S'adresser à Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole, Croix (Nord).

Amiens. — Pour les adhésions, s'adresser à Grévin, 3, rue Vascosan, Amiens.

Le « Lib